Article "Le Parisien" du 10-02-12 Manif ARS du 9 février 2012

Paca: l'ARS défend son projet régional de santé, critiqué par les syndicats

L'Agence régionale de <u>santé</u> (ARS) Paca a défendu jeudi son projet pour 2012-2016, qui comprend notamment une réduction des services de réanimation et une réorganisation des hôpitaux publics de proximité, des orientations dénoncées par les <u>syndicats</u>.

D'ici 2016, le nombre de sites de réanimation dans la région devrait tomber à 36, contre 45 en 2011

"Un certain nombre de ces services accueillent davantage des patients relevant de soins continus, et dans une région attractive comme Paca, nous allons perdre, entre 2010 et 2020, 28% de la démographie médicale en anesthésie-réanimation", a expliqué le directeur général de l'ARS Dominique Deroubaix, lors d'une conférence de presse à Marseille.

"Notre souhait, ce n'est pas de diminuer l'activité de réanimation, mais de la regrouper" pour une meilleure prise en charge de cette "discipline de très haute technologie", a-t-il poursuivi.

Dans les Hautes-Alpes est programmé le transfert de la réanimation de Briançon vers Gap.

Dans le Var, l'unité de Draguignan devrait rejoindre Fréjus et dans les Alpes-Maritimes, les huit lits de réanimation de l'hôpital de Grasse seront a priori recentrés sur Cannes. Mais face aux réticences, l'ARS a décidé "de maintenir l'activité de ces trois établissements jusqu'en 2014".

Par ailleurs, le nouvel hôpital de Manosque ne sera pas doté d'un service de réanimation, "l'activité étant extrêmement faible dans les Alpes-de-Haute-Provence, selon M. Deroubaix. En revanche, "pour des raisons d'éloignement géographique", six lits de réanimation sont maintenus à Digne-les-Bains.

Dans les Bouches-du-Rhône, une réorganisation est prévue à Marseille, Aix-en-Provence et Aubagne.

Un groupe de travail devra "voir comment faire évoluer" l'activité des 24 hôpitaux locaux "vers des pôles de santé de proximité", a précisé le responsable de l'ARS, tout en promettant qu'ils ne fermeraient pas.

Dernier sujet controversé, la mise en place d'une "communauté hospitalière de territoire" sur Aix, Pertuis, Salon-de-Provence, Manosque et Digne.

Plusieurs dizaines de syndicalistes CGT, venus de toute la région, ont manifesté jeudi sous les fenêtres de l'ARS.

Ghislaine Roussel, secrétaire générale CGT dans les Alpes-de-Haute-Provence, a dit son inquiétude pour "l'accès aux soins des citoyens des territoires alpins". "On va être la banlieue sanitaire d'Aix-en-Provence", a-t-elle déploré.

Pour le syndicat, ce projet "porte gravement atteinte à notre système de protection sociale solidaire et au droit à la santé pour tous".

FO avait dénoncé en janvier les grandes lignes du plan, s'inquiétant de la "désertification de zones entières".

AFP